



C'est dans une interview accordée à la radio Equinoxe et rapportée par Cameroun-Info.Net que l'homme politique et avocat international Me Jean de Dieu Momo a donné son point de vue sur l'extradition des leaders separatistes. Le président national du parti politique PADDEC (Patriotes démocrates pour le développement du Cameroun) se porte déjà conseil des sécessionnistes arrêtés.

Ci-dessous l'intégralité de l'interview.

Maitre Jean de Dieu Momo, bonjour

Bonjour Sylvestre, bonjour à tous vos auditeurs. Avocat au barreau du Cameroun

vous n'excluez pas la possibilité de vous porter conseil des personnes accusées de terrorisme, pourquoi ?

Parce que dans ma profession, le principe c'est qu'il faut défendre tout le monde, dans un premier temps Dans un second temps, je suis un sympathisant de la cause fédéraliste et ces personnes-là qui sont accusées de terrorisme, je ne sais pas, sont portées par des manifestants qui demandent une discussion sur la forme de l'Etat. Donc, pour moi, ce ne sont pas des bandits de grand chemin, ce ne sont pas des terroristes.

La cause fédéraliste que vous évoquez, pour ce cas précis, ne s'est-elle pas vite transformée en revendications terroristes ?

Dans les années 58, lorsque le Cameroun demandait l'indépendance et la Réunification, lorsque l'UPC demandait l'indépendance, le peuple camerounais uni derrière ce parti et les gens qui étaient au pouvoir, à savoir la France qui a placé Ahidjo les ont qualifiés de terroristes et maquisards. On les a poursuivis dans les maquis, ils sont allés dans les brousses. Et plus tard, le président Paul Biya les a rendus héros nationaux, ils sont devenus comme les pères fondateurs de notre Cameroun. Aujourd'hui, c'est la même chose, il y a des gens qui ne sont pas contents de la forme de l'Etat centralisé, hyper centralisé entre les mains d'un seul homme fait dieu, Paul Biya et qui demandent la forme fédérale pour que chaque Etat fédéré puisse avoir sa quote-part...

Cela justifie-t-il qu'on appelle à prendre des armes ?

Je ne peux pas savoir tout de suite si mes futurs clients ont appelé à prendre des armes, je ne sais pas la forme à laquelle nous allons plaider. Je ne sais pas si nous allons plaider coupables ou non coupables de l'accusation qui dit qu'ils ont appelé à prendre des armes. Je sais seulement qu'il y a un amalgame sur le fait qu'il y a des gens qui sont des combattants de terrain, qui sont des jeunes gens, qui sont en brousse et qui ont pris des armes. Il y en a d'autres qui sont à l'étranger et qui soutiennent cette cause là. Il y a d'autres qui étaient à l'assemblée nationale, qui soutiennent cette cause là, qui étaient exacerbés, comme monsieur Wirba du traitement que les forces de l'ordre réservaient à la population.

Issa Tchiroma Bakary, Ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement qualifie ces personnes de terroristes. N'est-il pas allé vite en besogne vu que c'est à la justice qu'il revient d'établir leur culpabilité ?

Vous savez, monsieur Issa Tchiroma répète comme un perroquet ce que son patron a dit. C'est Paul Biya qui les a qualifiés de terroristes. Il est dans son bon droit, il peut les qualifier comme il veut mais la derrière qualification renvient à la justice au regard des faits que chacun, pris individuellement aura commis. Parce qu'il ne faut pas faire d'amalgame, il faudra dire ce que chacun a fait individuellement. Ayuk par exemple, celui qu'on présente comme le président ambazonnien, il faut qu'on prouve qu'il a donné des ordres, il ne faut pas seulement accuser. Il a le droit de se proclamer président ambazonnien, il a le droit de dire qu'il veut la sécession dans le cadre d'un dialogue...

Vous avez une casquette politique, vous êtes le président des Patriotes. Si jamais Ayuk Tabe et compagnies que vous souhaitez défendre sont reconnus comme coupables de terrorisme, est-ce que votre carrière politique ne va pas en prendre un coup ?

Non ! C'est possible que certains de mes militants ne comprennent pas le fond de la question. Et j'ai même observé dans des débats sur internet, sur Facebook que certains de mes militants ne comprennent pas la justesse du combat de ces personnes-là. Je suis un professionnel, je ne peux pas faire autrement que de défendre des causes. Ce n'est pas parce que je suis devenu politicien que je vais arrêter de défendre des causes. D'ailleurs, je ne suis devenu politicien que parce que je défendais des causes. C'est des causes des populations, c'est des causes

des misérables, des causes des personnes déshéritées qui m'ont amené en politique. Je ne vais pas donc changer aujourd'hui pour plaire aux gens.